

# AMNESTY INTERNATIONAL

## DÉCLARATION PUBLIQUE

Index : AFR 41/2361/2015

AILRC-FR

1<sup>er</sup> septembre 2015

### **Mozambique. Les autorités doivent diligenter une enquête exhaustive et impartiale sur l'homicide d'un journaliste**

Les autorités du Mozambique doivent mener dans les meilleurs délais une enquête rigoureuse, indépendante et impartiale sur l'homicide du journaliste mozambicain Paulo Machava, a déclaré Amnesty International mardi 1<sup>er</sup> septembre.

Paulo Machava, qui était le rédacteur en chef et le propriétaire du journal en ligne *Diário de Notícias*, a été abattu par des inconnus armés le 28 août 2015 lors de sa promenade matinale habituelle dans un quartier du centre de Maputo.

Le meurtre de Paulo Machava - qui pourrait constituer une exécution extrajudiciaire - a représenté un jour sombre pour le journalisme au Mozambique. Ce crime doit donner lieu dans les meilleurs délais à une enquête et ses auteurs présumés doivent être retrouvés.

Les autorités mozambicaines doivent faire toute la lumière sur l'homicide de Paulo Machava et veiller à ce que l'ensemble des personnes dont la responsabilité pénale est engagée dans cette affaire soient traduites en justice. Sa mort est inquiétante compte tenu des menaces pesant déjà sur la liberté de la presse et d'expression dans le pays.

Le meurtre de Paulo Machava s'est produit trois jours avant l'ouverture du procès de l'économiste Carlos Nuno Castel-Branco et du rédacteur en chef Fernando Mbanze, lundi 31 août 2015, au sujet d'un billet publié sur Facebook critiquant l'ancien président du Mozambique, Armando Guebuza. Cette publication sur Facebook date de novembre 2013.

Fernando Mbanze, rédacteur en chef du journal *MediaFax*, est accusé d'avoir bafoué la liberté de la presse en vertu de l'article 42 de la Loi sur la presse et de la Loi sur la sûreté de l'État, pour avoir publié sous forme de lettre ouverte dans *MediaFax* le billet posté sur Facebook par Carlos Nuno Castel-Branco.

Si Amnesty International se félicite de la rapidité avec laquelle la police mozambicaine a réagi au meurtre de Paulo Machava, annonçant notamment l'ouverture d'une enquête, l'organisation estime que cette dernière doit être rigoureuse et conduire sans délai devant la justice les auteurs présumés.

Paulo Machava était un journaliste connu et chevronné, qui avait précédemment travaillé pour la station de radio publique *Rádio Moçambique* et le journal *Savana*, un organe de presse privé.

Les autorités mozambicaines doivent réaffirmer leur engagement en faveur de la protection de tous les citoyens, en s'assurant que ceux qui ont tué Paulo Machava soient retrouvés et traduits en justice dans le cadre d'une procédure équitable.

Le Mozambique a été le théâtre de plusieurs meurtres commis par des hommes armés cette année, homicides susceptibles de s'apparenter à des exécutions extrajudiciaires et donc de constituer des crimes de droit international, en particulier l'homicide de Gilles Cistac, un spécialiste du droit constitutionnel tué le 3 mars 2015 par un groupe d'hommes armés à Maputo. Son meurtre n'a toujours pas été élucidé.

FIN